

**Séance ordinaire du  
jeudi 19 décembre 2019**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

**Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Rapport  
annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) -  
Stationnement sur voirie**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Il convient de noter en préalable que la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018. En effet, suite à la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil Municipal.

L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement, soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

Dans un souci d'amélioration de la qualité de services aux usagers du stationnement sur voirie, et afin de

leur apporter d'une part, la garantie d'information de l'émission d'un Forfait-Post-Stationnement (FPS) en cas de non-paiement ou de paiement partiel du service, comme l'assurance d'un règlement sans majoration directe, et, d'autre part, la possibilité de formaliser un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) dans les délais impartis, la Ville de Montpellier a choisi de modifier le cycle de gestion des FPS.

Ainsi, par délibération en date du 28 juin 2018, la Ville a conclu avec l'ANTAI une convention en cycle complet. Cette modification a donné lieu à un premier avenant au contrat de DSP avec TaM Voirie par délibération en date du 27 septembre 2018, et a également entraîné la signature d'une convention de mandat pour l'encaissement des FPS par TAM voirie.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Stationnement sur voirie portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 22 novembre 2019.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) est établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante.

Ce rapport est présenté à l'assemblée délibérante avant le 31 décembre.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO :

#### I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement sur voirie de la ville de Montpellier, à ce compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FPS avec transmission à l'ANTAI et l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

Le délégataire est la société dédiée « TaM Voirie » filiale à 100% de la SEAML TaM, dont la ville est actionnaire à 9.11% au côté de Montpellier Méditerranée Métropole à 46.02%.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans.

L'année 2018 porte donc sur la 1<sup>ère</sup> année de délégation.

#### II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

##### A/ L'activité

##### 1. Fréquentation :

2 145 436 personnes ont utilisé le parc de stationnement d'environ 13 780 places payantes, dans les proportions suivantes :

- 92 % des usagers (1 966 452) sont des visiteurs horaires,

- 2 % des usagers (47 743) bénéficient d'un abonnement résident,
- 0,1% des usagers (2 687) bénéficient d'un abonnement pour les professionnels.
- 6% des usagers (128 554) bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et les détenteurs de la carte de stationnement multimodale permettant d'avoir ½ heure gratuite.

La mise en place de la dématérialisation (démarches et paiement) a été plébiscitée par une majorité d'abonnés et se développe auprès des visiteurs horaires.

## 2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :

Conformément aux prescriptions de la Ville, la mise en œuvre du contrôle du stationnement payant a été progressive. La priorité a été axée sur le travail de pédagogie par l'ensemble des équipes de TaM Voirie auprès des usagers.

De mars à décembre 2018, le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 084 826 véhicules. Environ 4 300 véhicules sont contrôlés chaque jour par les agents.

180 086 Forfaits Post Stationnement (FPS) ont été émis :

- 45% en zone jaune,
- 44 % en zone orange,
- 11% en zone verte.

## 3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :

### FPS minoré :

En cas de paiement absent ou insuffisant du stationnement, un FPS est émis par un agent de TAM Voirie, affecté au contrôle. Un avis de paiement est apposé sur le véhicule.

L'utilisateur dispose d'un délai de 4 jours pour payer son FPS en tarif minoré (Zones orange et jaune : 17 euros ; Zone verte : 10 euros). Le paiement s'effectue auprès de TAM Voirie.

### FPS nominal et majorés :

Après ce délai de 4 jours, le FPS relève du tarif nominal (Zones orange et jaune : 33 euros ; Zone verte : 17 euros).

De janvier à août 2018, la Ville était en cycle partiel avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI). TAM Voirie se chargeait de l'encaissement des FPS tarifs minoré et nominal. En cas de non-paiement, le FPS était adressé à l'ANTAI, 3 mois après son émission, qui se chargeait du recouvrement.

Après une délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2018, la Ville a conclu une convention en cycle complet avec l'ANTAI entrée en vigueur en septembre. L'objectif était d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers en sécurisant le processus d'information à leur rencontre. Désormais, l'utilisateur bénéficie d'un deuxième canal de notification : l'avis de paiement est adressé par courrier au domicile de l'utilisateur. Par conséquent, en cas de disparition ou de perte du 1<sup>er</sup> avis de paiement déposé sur le véhicule, l'utilisateur aura grâce à cette 2<sup>nd</sup>e notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 euros est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques peut ensuite procéder au recouvrement.

## B/ Principaux moyens mis en œuvre :

### 1. Les effectifs :

L'effectif de la société dédiée TAM Voirie est de 26 agents, complété par 8 agents de la société mère TAM :

- 24 agents sont affectés au contrôle,
- 1 agent est affecté à la planification, et au reporting des recettes,
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires,

- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte,
- 1 agent est recensé pour le Management des équipes.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2018, l'agence TAM Voirie rue Frederic Fabrège, a assuré l'information et la commercialisation des abonnements.

Depuis le mois de septembre 2018, la commercialisation des produits et services est réalisée dans les espaces mobilité de TAM.

## 2. Investissements :

La mise en œuvre de la réforme s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

De ce fait, afin de favoriser l'appropriation des nouveaux outils par les utilisateurs, le programme initial des travaux a dû être modifié au regard de décisions techniques (ergonomie et technicité des horodateurs revus) ainsi que du maillage et du positionnement des horodateurs et des aires de stationnement.

En conséquence seuls 20 nouveaux horodateurs ont été mis en service en phase de test au cours de l'année 2018.

706 nouvelles places pour les deux roues ont été créées sur le territoire de la commune, dont 474 arceaux pour les vélos et 132 arceaux pour les motos et scooters, soit 176 aires de stationnement,

## C/ Qualité de service :

Cette année 2018 a permis la baisse du nombre de véhicules « ventouses » sur la voie publique, avec pour conséquence l'accès à une plus grande liberté de places pour les usagers du service.

De nombreux questionnements et réclamations ont été adressés par les usagers au début de la réforme et se sont atténués très rapidement.

Avec la dépénalisation du stationnement payant, la contestation de la redevance de stationnement ne relève plus de l'ordre judiciaire, mais de l'ordre juridictionnel administratif. La loi institue une nouvelle procédure de contestation.

L'automobiliste peut contester son Forfait Post Stationnement selon une procédure organisée en deux temps :

### 1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires relevant du délégataire :

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 2,2% des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 3 956 RAPO traités :

- 71,6 % (2 832) des recours ont été admis.
- 1,8 % (70) des recours ont été jugés irrecevables,
- 27% (1 054) des recours ont été rejetés.

Les principaux motifs d'acceptation sont liés à la mise en place de la réforme (enregistrement en cours dans la base de données résident, gratuité liée aux PMR, cession de véhicule, dysfonctionnement du système de paiement dématérialisé et absence de FPS sur le véhicule).

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par TAM Voirie lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite.

## 2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, l'usager a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant. Cette juridiction administrative spécialisée a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie. Elle est installée à Limoges.

101 recours ont été déposés en 2018. En raison d'un nombre important de demandes au niveau national, 38 recours ont été instruits :

- 24 rejets,
- 10 acceptations,
- 4 abandons de requérants.

Aucune ordonnance n'a été notifiée à la Ville en 2018.

### D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

L'objectif de la tarification est de favoriser les rotations permettant la mise en œuvre d'une offre de stationnement au plus grand nombre, et de fluidifier la circulation en particulier dans le centre-ville.

Les tarifs varient selon les trois zones de stationnement :

- Zone jaune (courte durée) : stationnement limité à 5 heures,
- Zone orange (moyenne durée) : stationnement limité à 7 heures,
- Zone verte (longue durée) : stationnement limité à 9 heures.

Le stationnement est payant du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Il est gratuit le dimanche et les jours fériés.

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
1 heure	2,00 €	1,00 €	0,80 €
2 heures	4,00 €	2,00 €	1,00 €
3 heures	10,00 €	3,00 €	1,20 €
4 heures	17,00 €	4,00 €	1,40 €
5 heures	33,00 €	10,00 €	1,60 €
6 heures		17,00 €	1,80 €
7 heures		33,00 €	4,00 €
8 heures			10,00 €
9 heures			17,00 €

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

La carte de stationnement multimodale est délivrée à tout usager qui en fait la demande. Elle permet 30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant.

Des tarifications spéciales s'appliquent à certaines catégories d'usagers :

- Pour les résidents de Montpellier, les tarifs sont les suivants : 15 €/mois, 150 €/an  
18 secteurs de stationnement ont été organisés. L'abonnement résident permet de stationner dans son secteur de résidence mais également dans un secteur limitrophe. Un tarif spécial est mis en place pour les résidents ayant un abonnement aux transports en commun : 3€/ mois ou 30 €/ an.
- Pour les professionnels (artisans, professionnels de santé, et aides à domicile), les tarifs sont : 2 €/jour, 20 €/mois et 200 €/an.

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

#### 1) Compte de résultat de TaM Voirie

Pour l'année 2018, le résultat net s'affiche à hauteur en bénéfice à hauteur de 361 K€ pour un prévisionnel au contrat de 371 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 5 849 K€ soit un écart de -410 K€ (-6.5%) par rapport aux prévisions contractuelles. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes horaires pour 59% (3 441 K€) ainsi que des recettes abonnés pour 14% (842 K€). En complément, les frais de contrôle et de surveillance tel que définis au contrat à 8.7€ par FPS émis, représentent 1 567 K€ soit 27% des produits.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 348 K€. Elles se composent pour 39% des frais de personnels (1 025 K€) et des prestations assurées par la société mère TaM (1 043 K€) ; pour 43% de la redevance versée à la Ville de Montpellier (2 310 K€ soit 39% du chiffre d'affaires) ; pour 5% des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 3.6% des amortissements et provisions ; 3.4% des achats et consommables et 2.4% des autres services extérieurs (commission CB, promotion, assurances, affranchissement).

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 135 K€ par an soit 947 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la ville, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 114 K€ de dépenses sur la première année pour le redéploiement des anciens horodateurs, des réparations de cartes, de modules et pour du paramétrage bancaire.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 7 M€ sur la totalité du contrat ; dont près de 4 M€ pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Le programme prévoyait 6.7 M€ d'investissements sur l'année 2018. Cependant au vu des difficultés techniques et de positionnement, et de la priorité axée sur l'information et la pédagogie auprès des usagers du service, un report des investissements principalement liés aux nouveaux horodateurs a été réalisé sur l'année 2019.

Les investissements sur l'année 2018 se sont élevés à hauteur de 489 K€ concernant essentiellement de la signalétique, des logiciels et des aménagements divers.

#### 2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement

La Ville de Montpellier a reçu 1 950 K€ de recettes provenant des FPS dont 1 567 K€ de TaM Voirie et 491 K€ de L'ANTAI. Elle a reversé 1 610 K€ de frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de agents de TaM Voirie et frais d'affranchissement et de traitement de l'ANTAI).

Après déduction de ses propres frais de gestion la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 330 K€ conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n° M2019-668 au Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019.

#### IV) Conclusion et perspectives

Cette première année de contrat a vu la mise en place de la réforme du stationnement sur voirie et a nécessité un important travail de communication et de pédagogie auprès des usagers.

Des comités entre les équipes de la ville de Montpellier et TaM Voirie se réunissent régulièrement et permettent un suivi de l'activité comme de la politique d'investissement et de renouvellement.

Les différents impacts de la mise en place de la dépenalisation sur les nouvelles pratiques de mobilité ou sur l'attractivité du centre-ville seront mesurés lors de la mise en place de l'observatoire des mobilités à partir de l'année 2020.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2018 ;
- de prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte des rapports.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAD 2018
- RAD 2018 Annexes
- Rapport RAPO 2018 définitif.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20191219-111143-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/12/19  
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.